



Perspectives 2024 :

Collectivités locales françaises : une performance financière résiliente dans un contexte économique affaibli

S&P Global
Ratings

Stephanie Mery

Hugo Soubrier

Etienne Polle

Salvador Rodriguez Mencia

Mars 2024

This report does not constitute a rating action

Points clefs

- Les collectivités locales françaises devraient continuer de se désendetter, le taux d'endettement passerait de 77% des recettes de fonctionnement en 2022 à 72% en 2025. Cette trajectoire, déjà amorcée en 2017 malgré d'ambitieux programmes d'investissement, n'a été que temporairement interrompue lors de la pandémie.
- Nous anticipons que les collectivités locales limiteront leurs dépenses d'investissement en 2024 et 2025, dans un contexte macroéconomique affaibli et marqué par une inflation toujours élevée.
- Les collectivités locales françaises bénéficient d'un profil de dette favorable (avec une maturité moyenne longue et une forte proportion de taux fixes). L'impact des taux d'intérêt élevés sur les charges financières - qui restent largement en-deçà de 5% des recettes de fonctionnement - devrait être limité.
- Le dynamisme des recettes fiscales continuera de soutenir les performances budgétaires des collectivités locales compte tenu de la part prépondérante de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et des taxes foncières dans leur panier de recettes (chacune représentant plus de 20% des recettes de fonctionnement estimées pour 2023).
- Les départements restent l'échelon le plus vulnérable compte tenu de leur forte exposition aux DMTO et du poids des dépenses sociales dans leurs dépenses de fonctionnement (estimé à plus de 50%).

Les performances budgétaires resteront résilientes malgré un environnement économique fragilisé

- L'épargne brute élevée des collectivités locales leur permettra de financer leurs projets d'investissement tout en limitant le recours à l'emprunt.
- La reprise progressive de la consommation devrait soutenir les recettes de TVA.

Principales recettes de fonctionnement des collectivités françaises et prévisions macroéconomiques

	2021	2022	2023e	2024p	2025p
Recettes de fonctionnement (Mds. €)	233,9	244,2	249,6	256,4	263,6
CVAE* et TVA	47,1	50,1	51,9	54,5	57,0
Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	19,4	20,0	15,0	14,6	16,0
Dépenses de fonctionnement (Mds. €)	192,6	200,7	209,7	214,7	219,4
Epargne brute (en % des recettes de fonctionnement)	17,7	17,8	16,2	16,3	16,8
PIB réel (%)	6,4	2,5	0,9	0,9	1,5
Inflation (%)	2,1	5,9	5,6	2,7	1,9
Taux directeur (%)	0,0	0,9	4,1	4,1	2,8

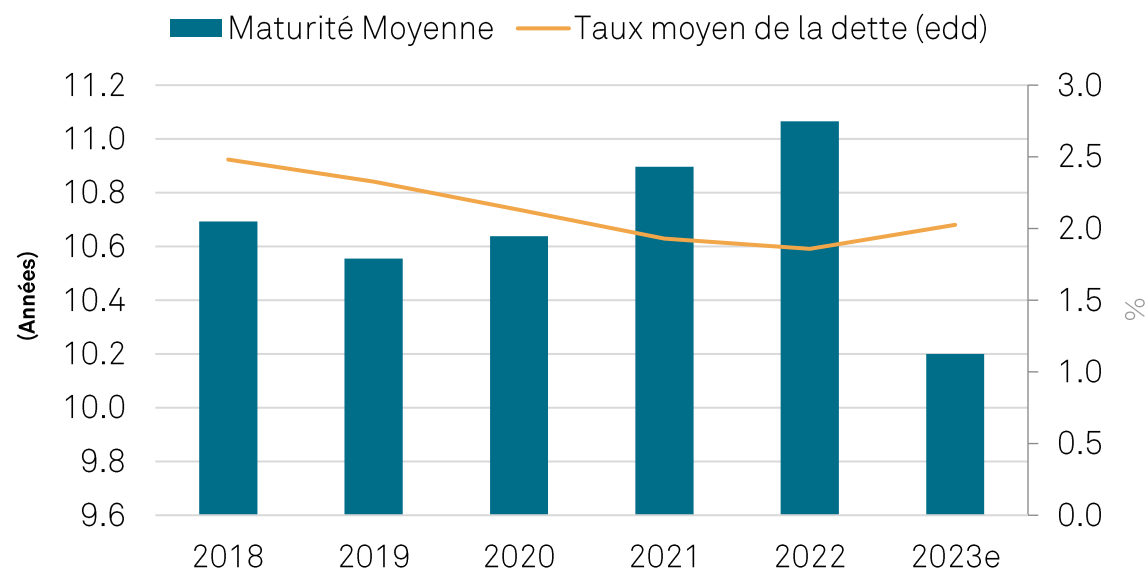
- Les collectivités françaises bénéficieront d'un fort dynamisme fiscal grâce à l'augmentation des recettes de TVA et à la hausse des taxes foncières.
- Par ailleurs, le ralentissement de l'inflation atténuera la pression exercée sur les frais de personnel et les dépenses d'énergie.
- Toutefois, le maintien des taux d'intérêt à des niveaux élevés continuera de peser sur le marché immobilier, exposant ainsi les départements à des risques budgétaires accrus.
- Le contexte macroéconomique fragilisé, notamment au premier semestre de l'année 2024, devrait se traduire par des dépenses sociales plus élevées, pesant sur la performance budgétaire des départements.

*La CVAE a été remplacée par une part de TVA en 2023.
Note: e--Estimation. p-- prévision. Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global Ratings pour l'estimation 2023 et les prévisions 2024-2025..

Les collectivités locales seront en mesure d'absorber la hausse des taux

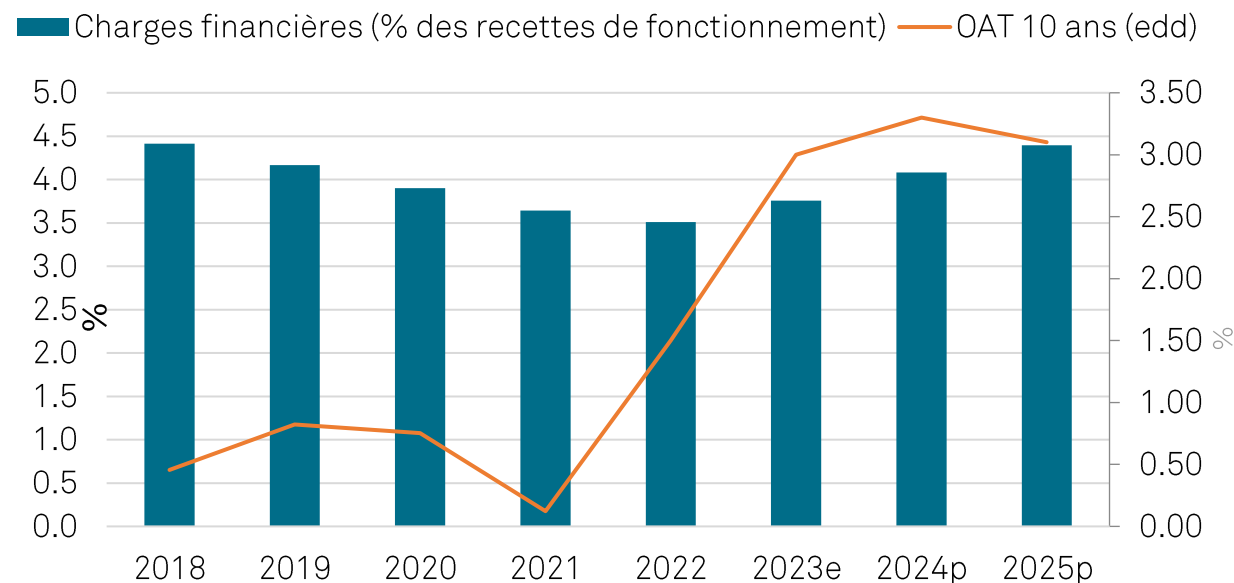
- Les collectivités françaises bénéficient de conditions de financement favorables, avec une maturité moyenne de la dette supérieure à 10 années.
- L'exposition des collectivités françaises aux taux d'intérêt élevés est limitée grâce à la proportion importante de la dette à taux fixe (près de 75% avant swap).

Profil de la dette des collectivités locales



Note: edd--échelle de droite. e--estimation. p-- prévisions. Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global pour l'estimation 2023 et les prévisions 2024-2025.

Charges financières des collectivités et taux des OAT 10 ans

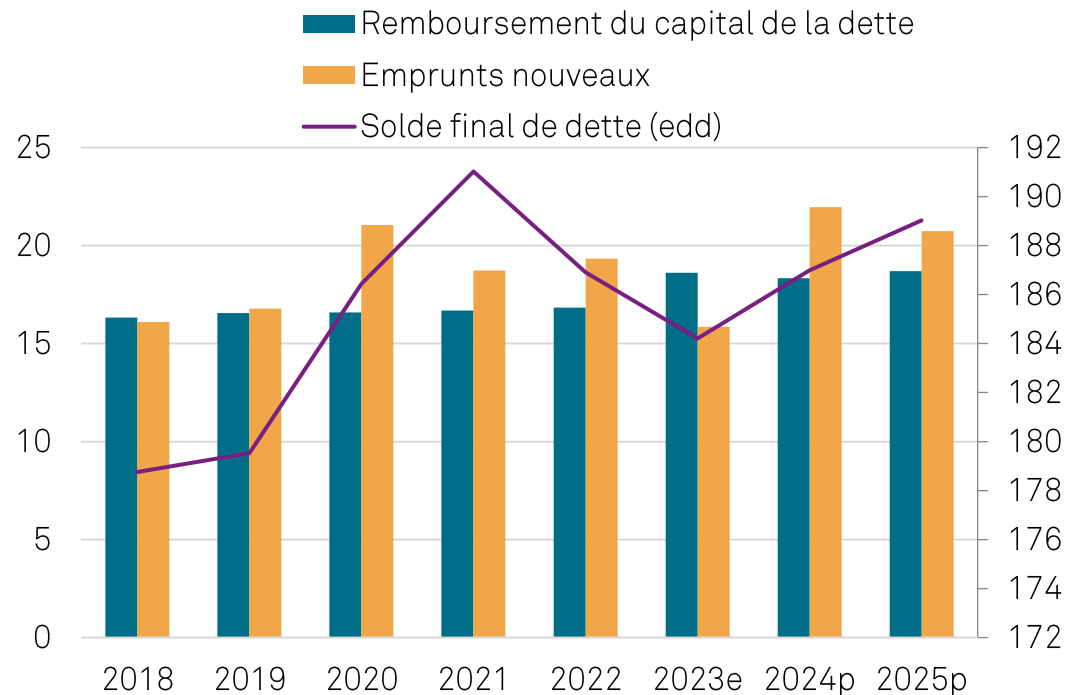


Note: edd--échelle de droite. e--estimation. p-- prévisions. Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global pour l'estimation 2023 et les prévisions 2024-2025.

Le désendettement devrait se poursuivre en 2024-2025

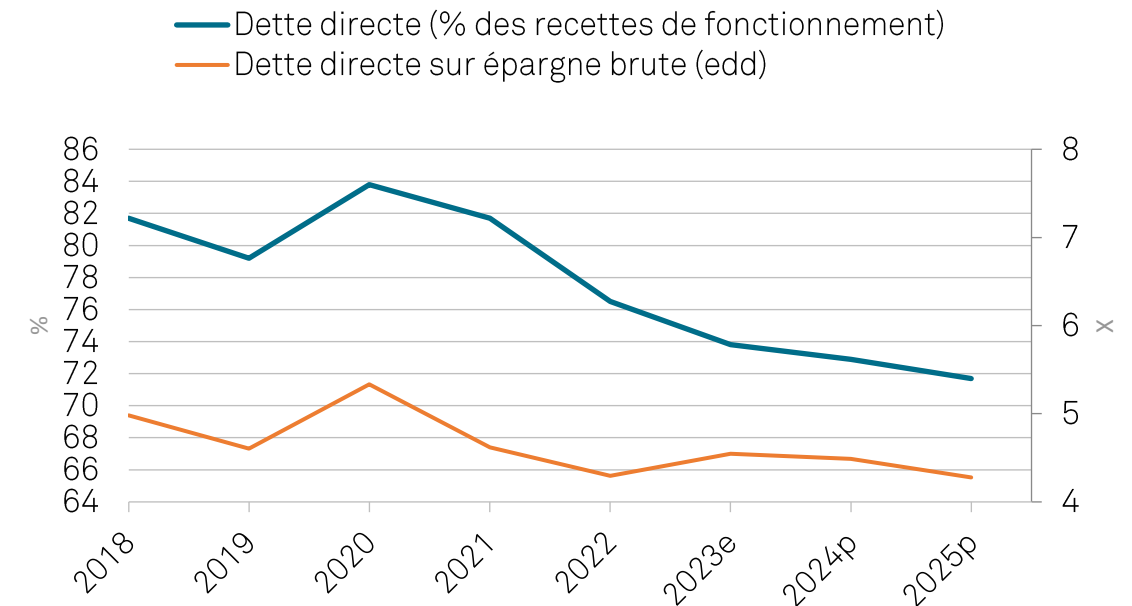
- Les collectivités locales françaises continueront de se désendetter. Leurs recettes de fonctionnement devraient augmenter plus rapidement que leur stock de dette.
- Le taux d'endettement devrait atteindre son plus bas niveau depuis 10 ans.

Dette des collectivités locales – (en milliards d'euros)



Note: edd--échelle de droite. e--estimation. p--prévisions. Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global pour l'estimation 2023 et les prévisions 2024-2025.

Endettement des collectivités locales

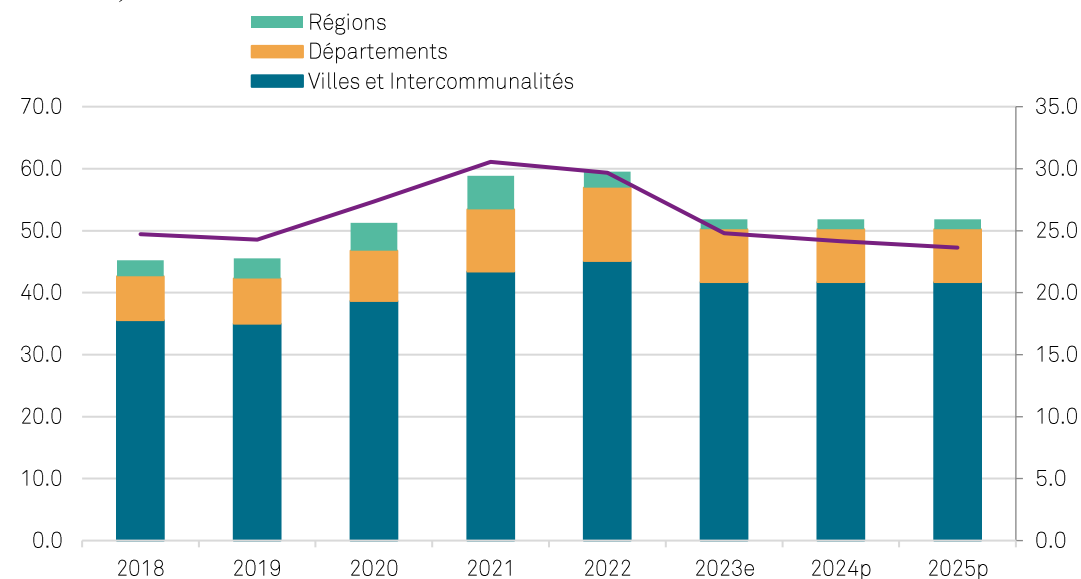


Note: edd--échelle de droite. e--estimation. p--prévisions. Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global pour l'estimation 2023 et les prévisions 2024-2025.

Les dépôts au Trésor des collectivités devraient se stabiliser à un niveau élevé

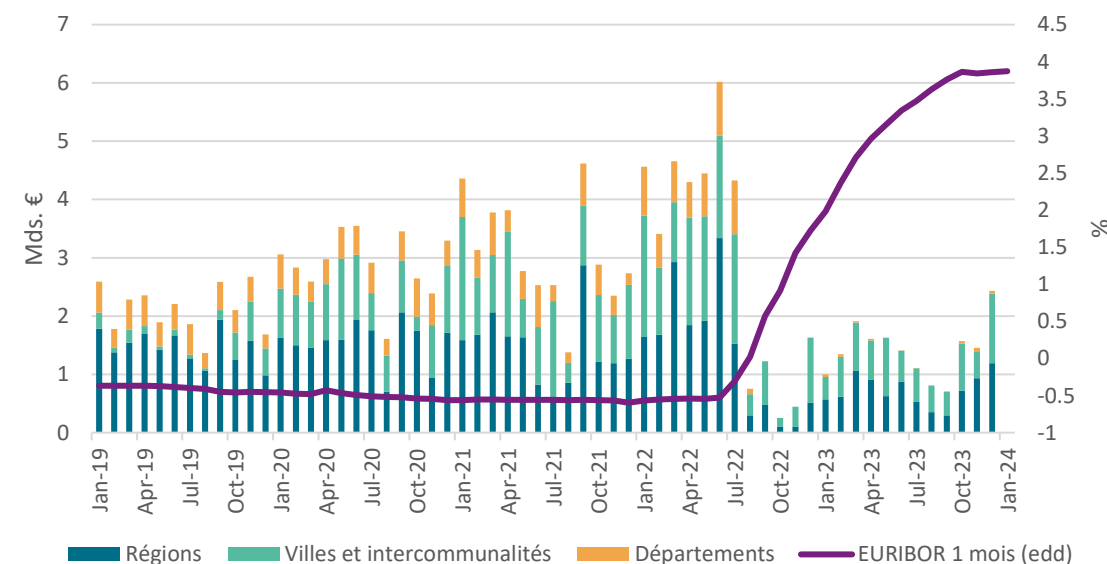
- Les collectivités locales ont puisé dans leurs excédents de trésorerie en 2023 afin de limiter leurs emprunts.
- Les collectivités devraient progressivement retourner sur le marché des titres de créances négociables (TCN) à mesure que les conditions de financement deviennent plus attractives, en particulier en comparaison des lignes de trésorerie bancaires.

Dépôts au Trésor des collectivités locales françaises (en Mds d'euros)



Note: edd--échelle de droite. e--estimation. p-- prévisions. Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global Ratings pour l'estimation 2023 et les prévisions 2024-2025; DGFIP ; Banque de France.

Emission de NEU CP et taux EURIBOR – 1 mois



Note: edd—Echelle de droite. NEU CP—Titres négociables à court terme. EURIBOR—Taux Interbancaire offert en Euro. Sources: S&P Global Ratings; Banque de France.

Principaux facteurs de risque pour les collectivités locales françaises en 2024

Facteurs de risque	Description
Evolution du marché immobilier	Les DMTO représentent près de 6% des recettes de fonctionnement des collectivités locales en 2023, contre 8% en 2022.
Environnement économique et social	Une potentielle revalorisation des salaires de la fonction publique ainsi que la hausse des dépenses sociales pèsent sur les frais de fonctionnement des collectivités.
Transition écologique	Les risques liés aux investissements restent importants, compte tenu de l'ampleur des programmes de réhabilitation des bâtiments publics et de rénovation du réseau de transport ferroviaire, qui exigeront probablement le soutien financier de l'Etat.
Conditions de financement	La hausse des coûts de refinancement ne devrait pas impacter directement la qualité de crédit des collectivités, étant donné que les charges financières restent largement en-deçà de 5% des recettes de fonctionnement.
Cybersécurité	Bien que les entreprises soient les principales victimes des cyberattaques, nous avons observé une hausse considérable du nombre d'attaques contre les collectivités locales, et notamment contre les départements en raison de leurs compétences sociales.
Evolution possible du cadre réglementaire	De potentielles réformes non attendues pourraient contraindre la flexibilité budgétaire des collectivités locales françaises et accroître l'incertitude à moyen terme. Des transferts de compétence dans le cadre d'une décentralisation, non ou partiellement compensés financièrement par l'Etat, pourraient peser sur la performance budgétaire des collectivités.

Annexes

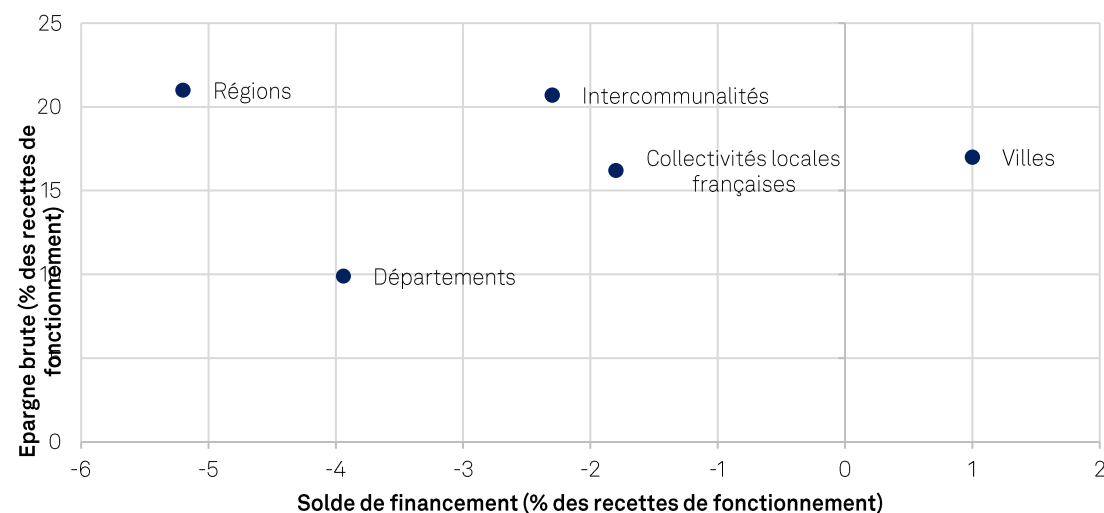
En résumé| Collectivités locales françaises

Performance budgétaire

- Le fort dynamisme des recettes fiscales continuera de soutenir les performances budgétaires des collectivités locales.
- Les départements restent l'échelon le plus vulnérable de par leur forte exposition aux DMTO et le poids des dépenses sociales dans leurs dépenses de fonctionnement.

Les départements affichent en moyenne une performance budgétaire plus faible que les autres échelons de collectivités

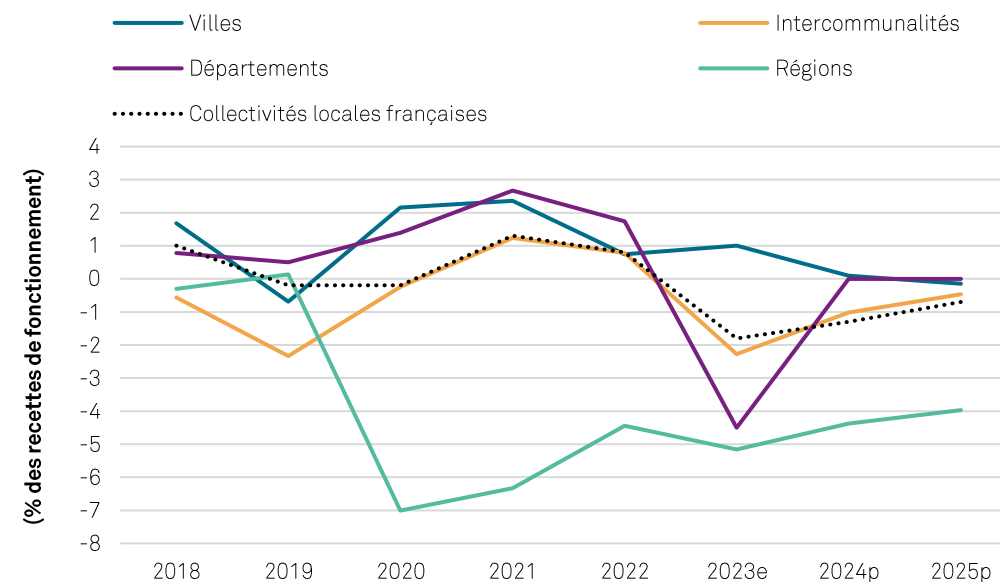
Indicateurs choisis - 2023



Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global Ratings.

La performance budgétaire des départements s'est détériorée récemment

Solde de financement (% des recettes de fonctionnement)



e--estimation. p-- prévisions. Sources : Observatoire des Finances Locales; S&P Global Ratings.

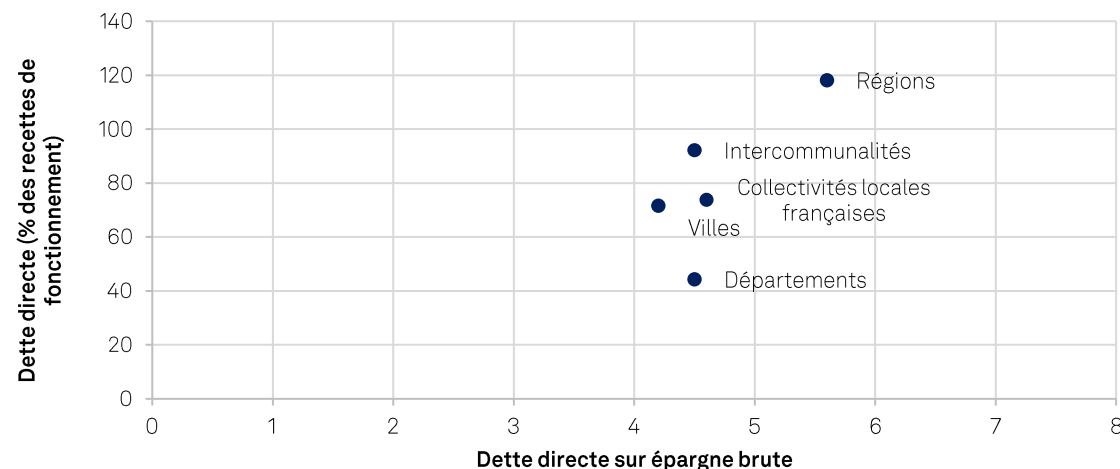
En résumé| Collectivités locales françaises

Poids de la dette

- Les collectivités locales françaises continueront de se désendetter. Leurs recettes de fonctionnement devraient augmenter plus rapidement que leur stock de dette.
- Le taux d'endettement devrait atteindre son niveau le plus bas en 10 ans.

Les Régions sont généralement plus endettées que les autres échelons de collectivités locales françaises

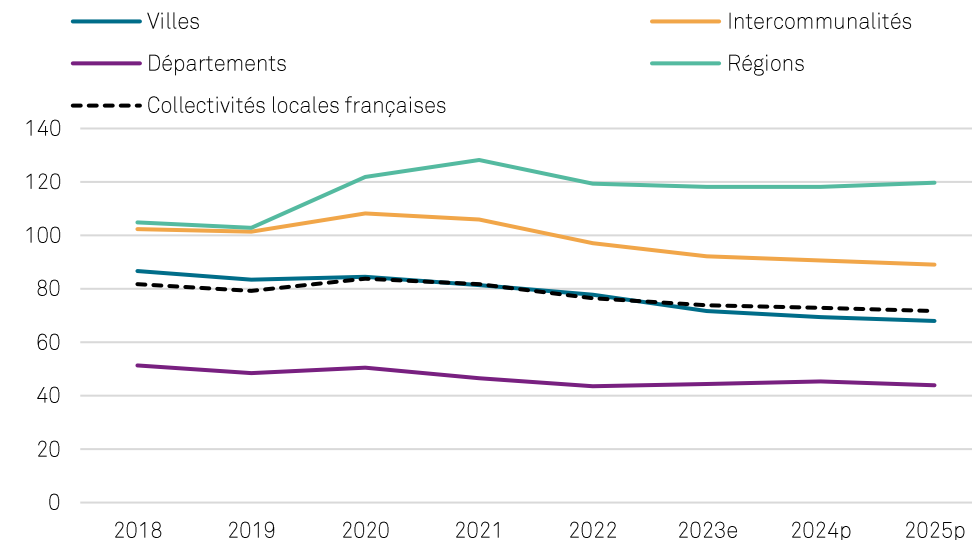
Indicateurs choisis -2023



Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global Ratings.

Le poids de la dette varie selon les échelons de collectivités locales

Dette directe (en % des recettes de fonctionnement)

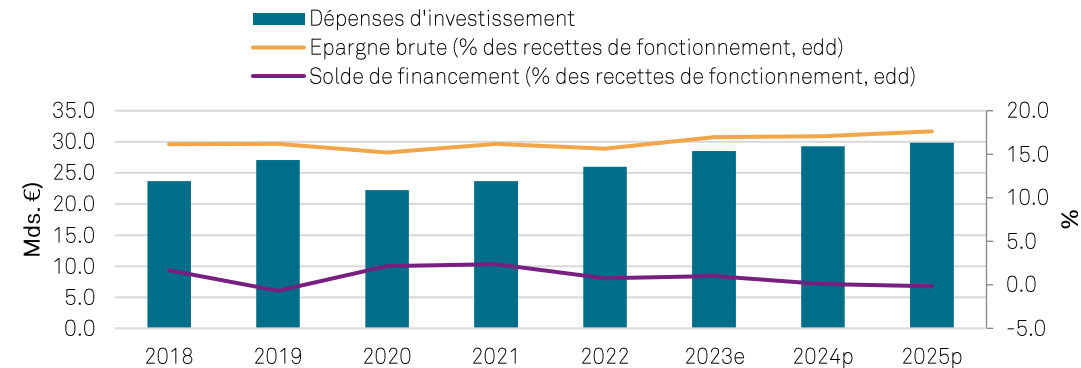


e--estimation. p--prévisions. Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global Ratings.

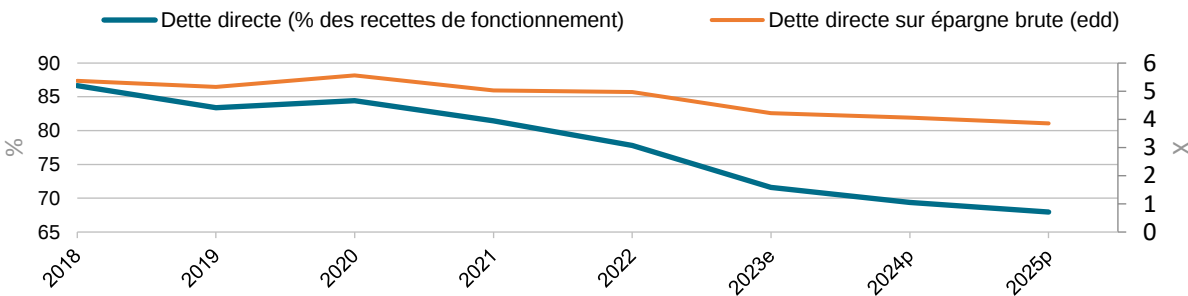
Vue d'ensemble | **Bloc communal**

Les communes françaises maintiendront de solides excédents de fonctionnement malgré le contexte économique défavorable.

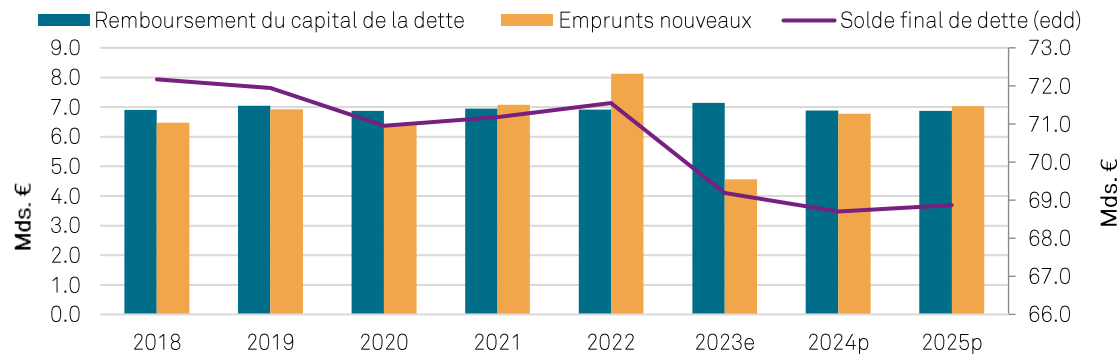
Performances budgétaires



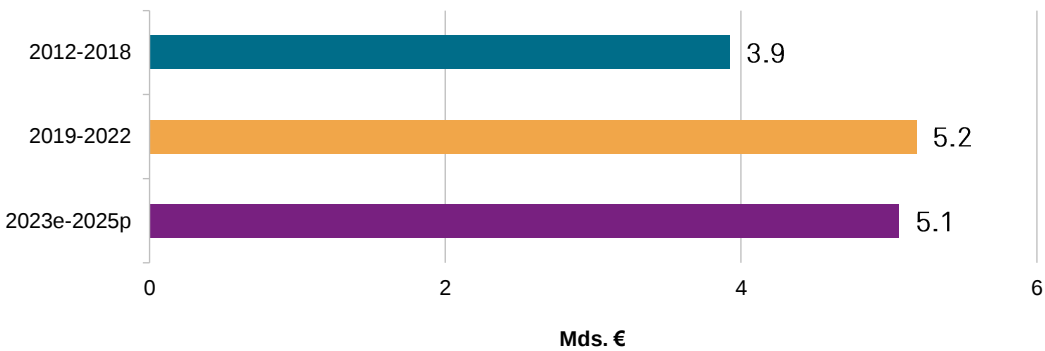
Endettement



Encours de dette



Moyenne des nouveaux emprunts

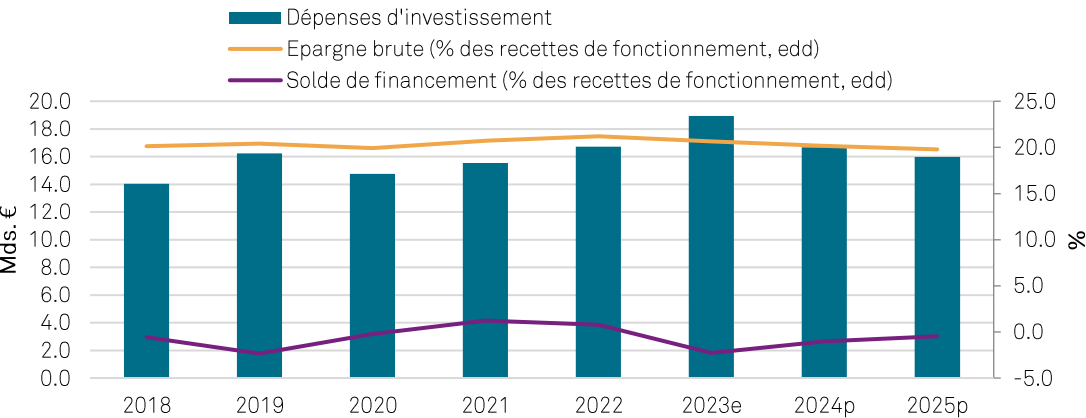


edd--échelle de droite. e--estimation. p-- prévisions. Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global Ratings pour l'estimation 2023 et les prévisions 2024-2025.

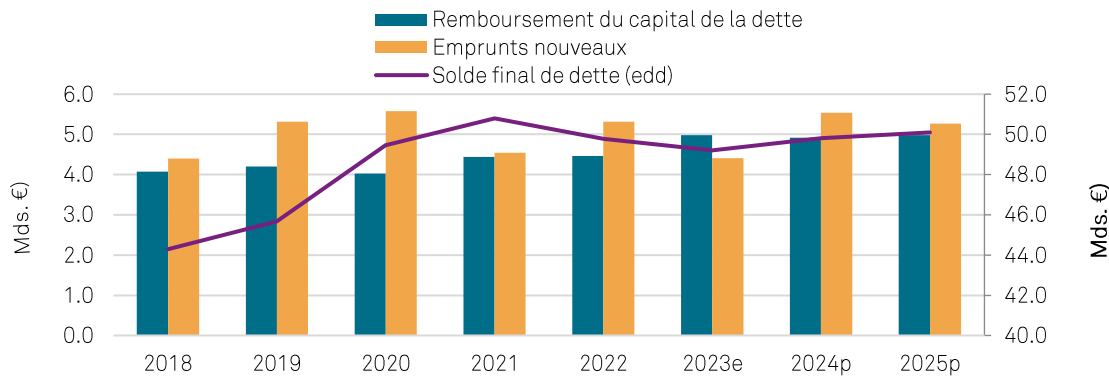
Vue d'ensemble | EPCI

Les recettes fiscales des EPCI français bénéficieront de la revalorisation des bases foncières ainsi que du dynamisme des recettes de TVA.

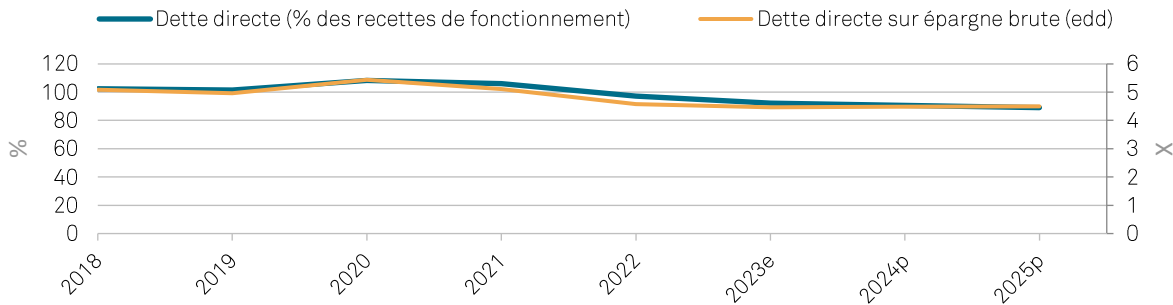
Performances budgétaires



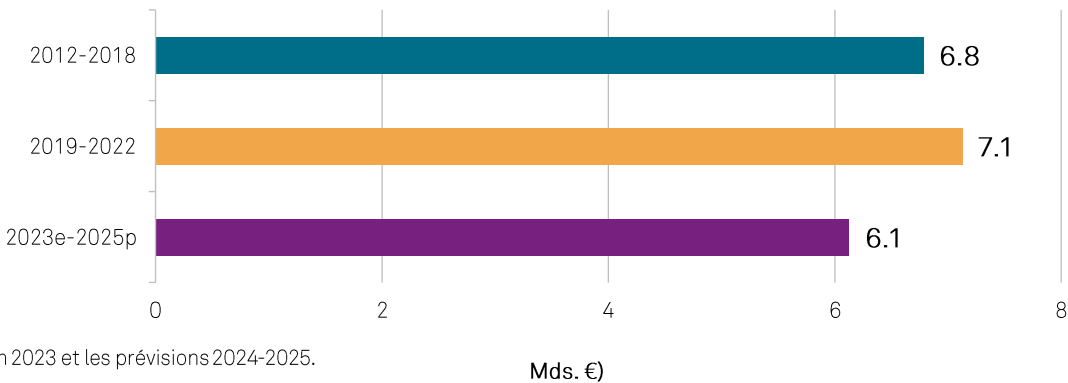
Encours de dette



Endettement



Moyenne des nouveaux emprunts

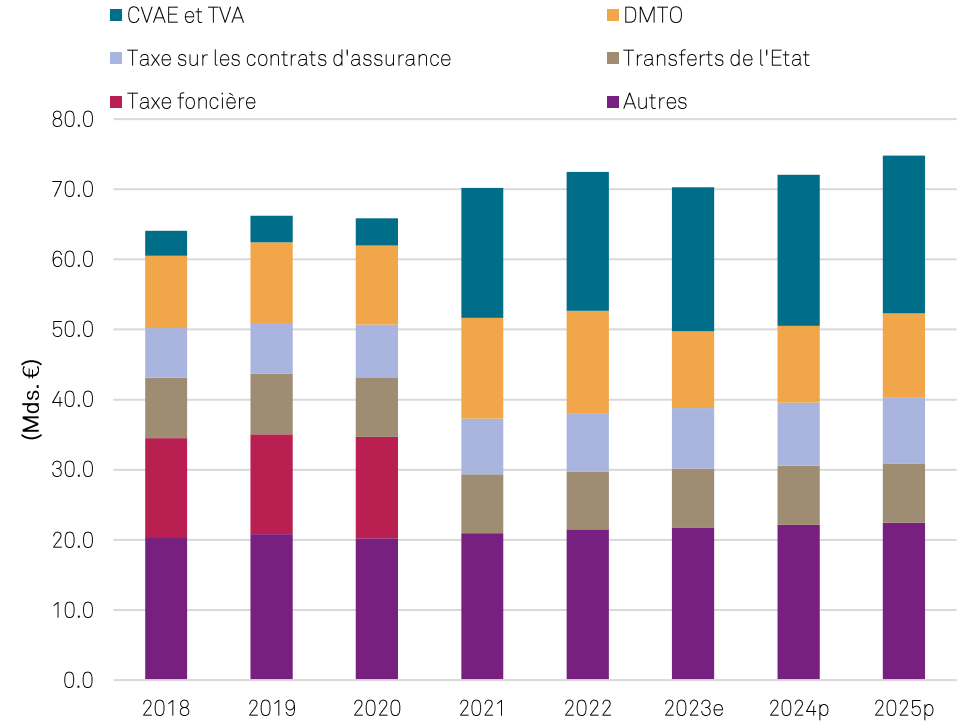


edd--échelle de droite. e--estimation. p-- prévisions. Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global Ratings pour l'estimation 2023 et les prévisions 2024-2025.

Vue d'ensemble | Bloc départemental (1/2)

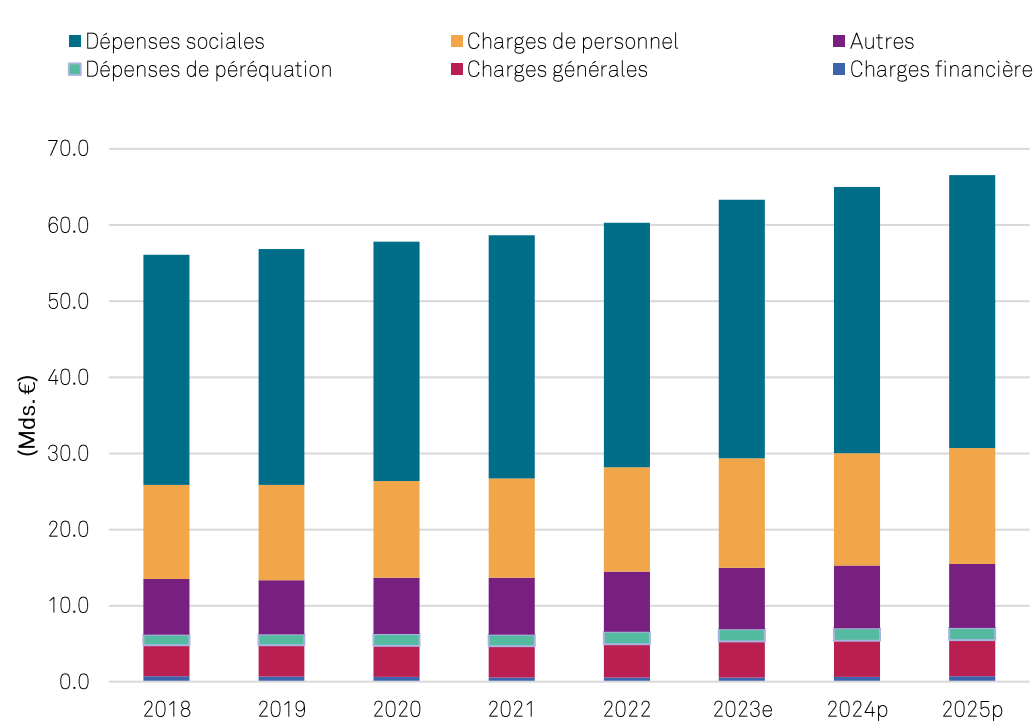
La performance budgétaire des départements reflète leur sensibilité au marché immobilier ainsi que la part prépondérante des dépenses sociales dans leurs dépenses de fonctionnement (estimée à plus de 50%).

Recettes de fonctionnement des départements français, 2018-2025



e--estimation, p-- prévisions. Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global Ratings.

Dépenses de fonctionnement des départements français, 2018-2025

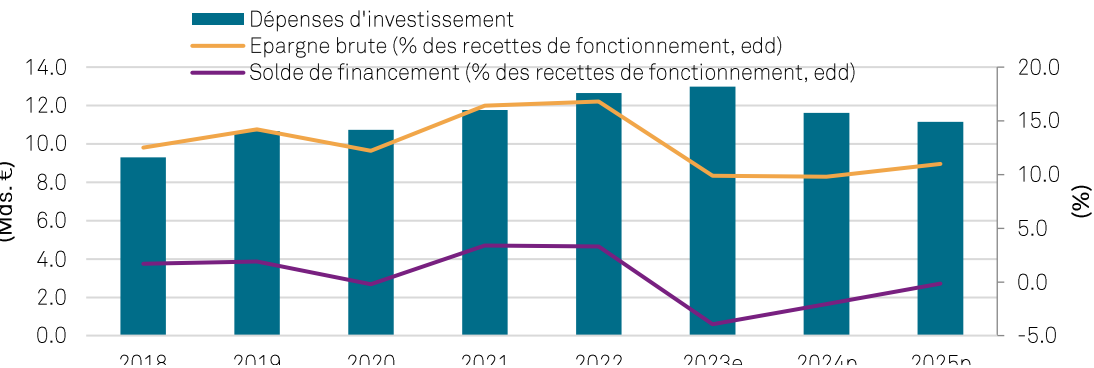


e--estimation, p-- prévisions. Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global Ratings.

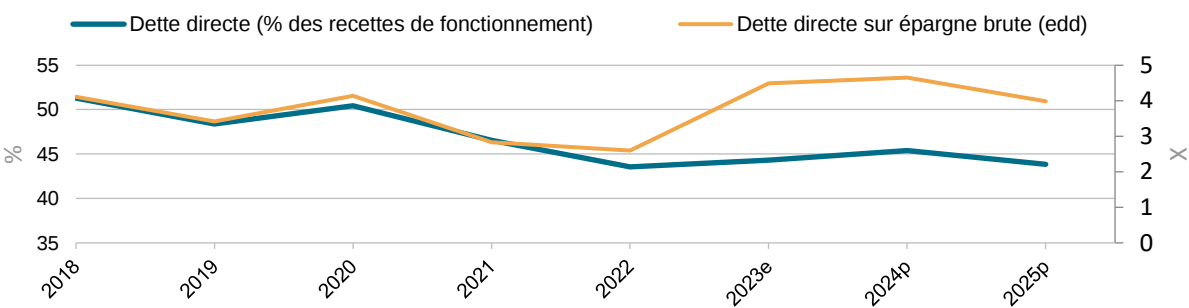
Vue d'ensemble | Bloc départemental (2/2)

La pression exercée sur l'épargne brute contraindra les départements à enregistrer des déficits, notamment en raison de la chute des DMTO et de la hausse des dépenses sociales.

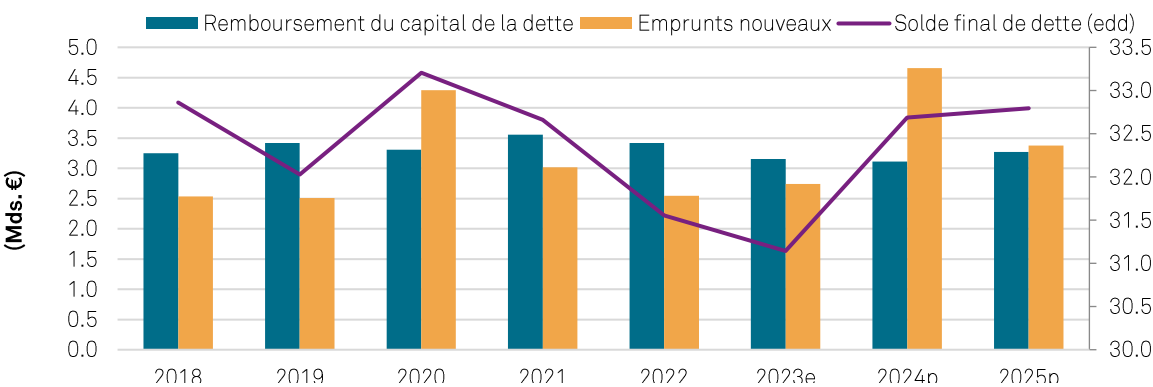
Performances budgétaires



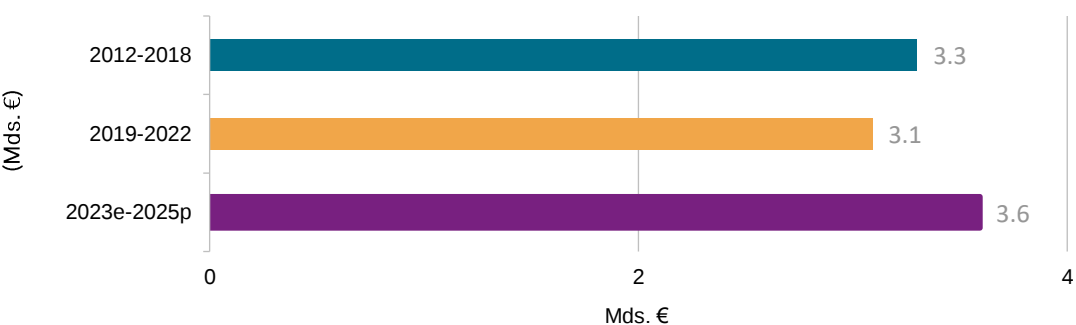
Endettement



Encours de dette



Moyenne des nouveaux emprunts

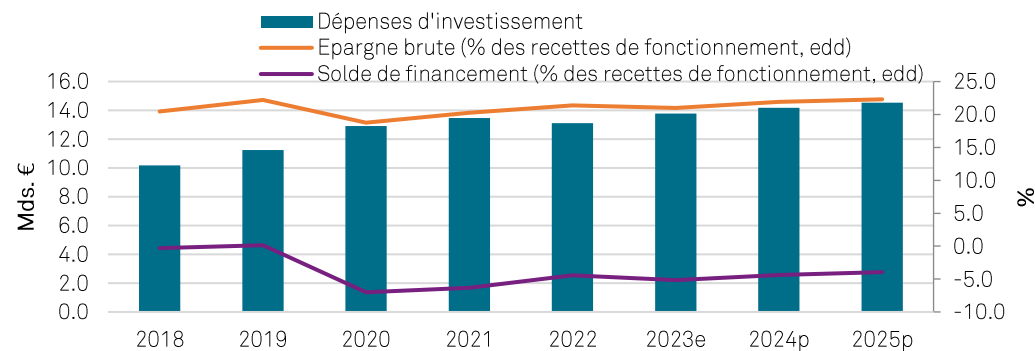


edd--échelle de droite. e--estimation. p-- prévisions. Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global Ratings.

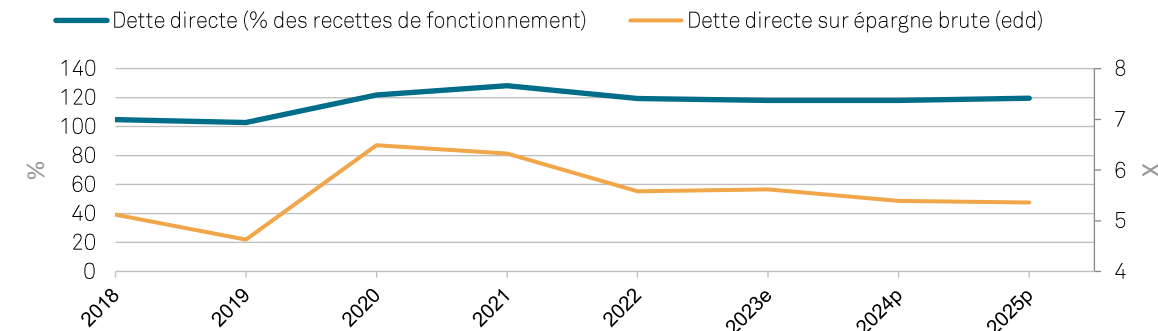
Vue d'ensemble | Bloc régional

Le recours à l'emprunt augmentera en 2024-2025. Les régions françaises continueront leurs investissements, notamment dans le réseau ferroviaire et la rénovation des lycées.

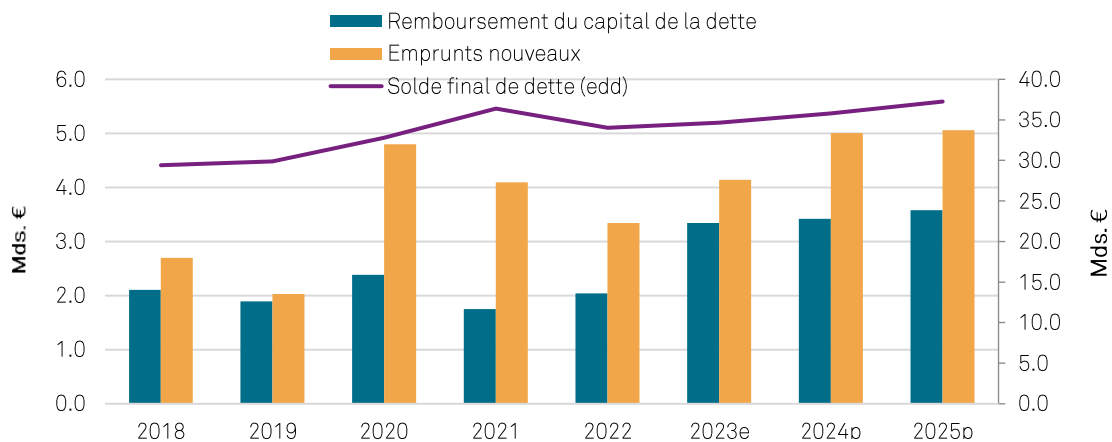
Performances budgétaires



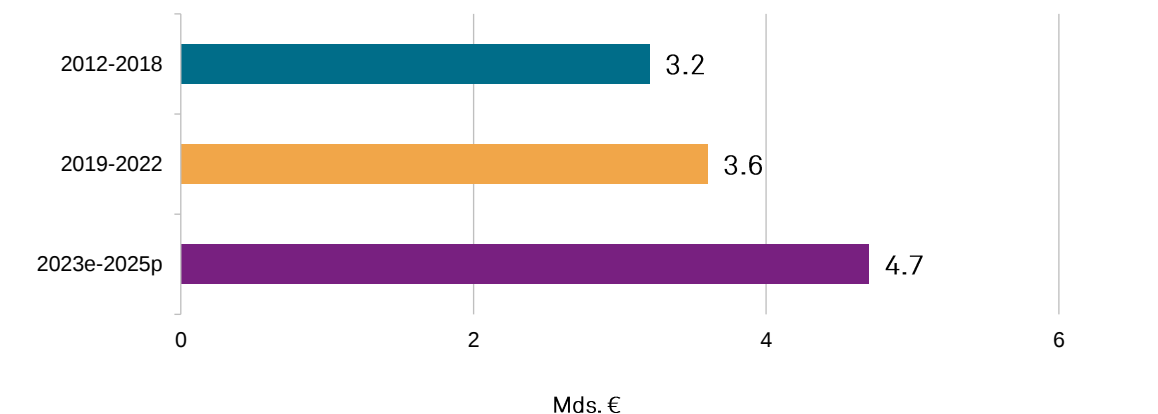
Endettement



Encours de dette



Moyenne des nouveaux emprunts



edd--échelle de droite. e--estimation. p-- prévisions. Sources : Observatoire des Finances Locales ; S&P Global Ratings.

Copyright © 2024 by Standard & Poor's Financial Services LLC. All rights reserved.

No content (including ratings, credit-related analyses and data, valuations, model, software or other application or output therefrom) or any part thereof (Content) may be modified, reverse engineered, reproduced or distributed in any form by any means, or stored in a database or retrieval system, without the prior written permission of Standard & Poor's Financial Services LLC or its affiliates (collectively, S&P). The Content shall not be used for any unlawful or unauthorized purposes. S&P and any third-party providers, as well as their directors, officers, shareholders, employees or agents (collectively S&P Parties) do not guarantee the accuracy, completeness, timeliness or availability of the Content. S&P Parties are not responsible for any errors or omissions (negligent or otherwise), regardless of the cause, for the results obtained from the use of the Content, or for the security or maintenance of any data input by the user. The Content is provided on an "as is" basis. S&P PARTIES DISCLAIM ANY AND ALL EXPRESS OR IMPLIED WARRANTIES, INCLUDING, BUT NOT LIMITED TO, ANY WARRANTIES OF MERCHANTABILITY OR FITNESS FOR A PARTICULAR PURPOSE OR USE, FREEDOM FROM BUGS, SOFTWARE ERRORS OR DEFECTS, THAT THE CONTENT'S FUNCTIONING WILL BE UNINTERRUPTED, OR THAT THE CONTENT WILL OPERATE WITH ANY SOFTWARE OR HARDWARE CONFIGURATION. In no event shall S&P Parties be liable to any party for any direct, indirect, incidental, exemplary, compensatory, punitive, special or consequential damages, costs, expenses, legal fees, or losses (including, without limitation, lost income or lost profits and opportunity costs or losses caused by negligence) in connection with any use of the Content even if advised of the possibility of such damages.

Credit-related and other analyses, including ratings, and statements in the Content are statements of opinion as of the date they are expressed and not statements of fact. S&P's opinions, analyses, and rating acknowledgment decisions (described below) are not recommendations to purchase, hold, or sell any securities or to make any investment decisions, and do not address the suitability of any security. S&P assumes no obligation to update the Content following publication in any form or format. The Content should not be relied on and is not a substitute for the skill, judgment and experience of the user, its management, employees, advisors and/or clients when making investment and other business decisions. S&P does not act as a fiduciary or an investment advisor except where registered as such. While S&P has obtained information from sources it believes to be reliable, S&P does not perform an audit and undertakes no duty of due diligence or independent verification of any information it receives. Rating-related publications may be published for a variety of reasons that are not necessarily dependent on action by rating committees, including, but not limited to, the publication of a periodic update on a credit rating and related analyses.

To the extent that regulatory authorities allow a rating agency to acknowledge in one jurisdiction a rating issued in another jurisdiction for certain regulatory purposes, S&P reserves the right to assign, withdraw, or suspend such acknowledgement at any time and in its sole discretion. S&P Parties disclaim any duty whatsoever arising out of the assignment, withdrawal, or suspension of an acknowledgment as well as any liability for any damage alleged to have been suffered on account thereof.

S&P keeps certain activities of its business units separate from each other in order to preserve the independence and objectivity of their respective activities. As a result, certain business units of S&P may have information that is not available to other S&P business units. S&P has established policies and procedures to maintain the confidentiality of certain nonpublic information received in connection with each analytical process.

S&P may receive compensation for its ratings and certain analyses, normally from issuers or underwriters of securities or from obligors. S&P reserves the right to disseminate its opinions and analyses. S&P's public ratings and analyses are made available on its Web sites, www.spglobal.com/ratings (free of charge) and www.ratingsdirect.com (subscription) and may be distributed through other means, including via S&P publications and third-party redistributors. Additional information about our ratings fees is available at www.spglobal.com/ratings/usratingsfees.

Australia: S&P Global Ratings Australia Pty Ltd holds Australian financial services license number 337565 under the Corporations Act 2001. S&P Global Ratings' credit ratings and related research are not intended for and must not be distributed to any person in Australia other than a wholesale client (as defined in Chapter 7 of the Corporations Act).

STANDARD & POOR'S, S&P and RATINGSDIRECT are registered trademarks of Standard & Poor's Financial Services LLC.

spglobal.com/ratings

S&P Global
Ratings